

## DANS CE NUMÉRO

- 114 Calendrier
- 114 Données financières
- 115 Actualité
  - Aperçu des réunions de printemps
  - Communiqué du CMFI
  - Stratégie à moyen terme
  - Démission de M<sup>me</sup> Krueger
- 122 Surveillance mondiale
  - Perspectives de l'économie mondiale
- 124 Surveillance régionale
  - Afrique, Asie et Hémisphère occidental : perspectives
  - Ministres des finances africains
- 128 Forum
  - Expansion de l'aide

## Le CMFI renforce le mandat multilatéral du FMI

À l'occasion des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, les grands argentiers de la planète ont salué la vigueur continue de la croissance mondiale et souligné les risques émanant des tensions du marché pétrolier et des déséquilibres des systèmes de paiement. Le Comité monétaire et financier international (CMFI) a appuyé la proposition du Directeur général visant à redynamiser le FMI, invitant celui-ci à renforcer sa surveillance multilatérale.

page 115



Stephen Jaffe/FMI

## Surveillance et quotes-parts en point de mire

Dans le cadre d'une nouvelle stratégie à moyen terme approuvée par le CMFI, le mandat du FMI en matière de surveillance des politiques économiques sera renforcé pour lui permettre de contribuer à la résorption des déséquilibres mondiaux. Le Comité a aussi invité M. de Rato à faire des propositions concrètes pour ajuster la représentation des pays selon leur poids et leur rôle dans l'économie mondiale.

page 120

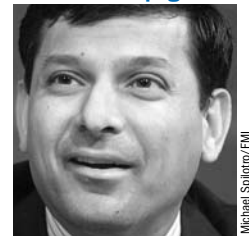


Stephen Jaffe/FMI

## Croissance soutenue, mais déséquilibres accrus

La dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale* prévoit une croissance robuste et soutenue de 4,9 % en 2006, attribuable aux résultats encore plus reluisants de la Chine, de l'Inde et de la Russie et au regain d'optimisme pour le Japon. Mais des risques de dégradation de la situation persistent à cause des tensions sur les marchés pétroliers et des déséquilibres croissants des comptes courants. Raghuram Rajan, Conseiller économique du FMI, a exhorté les décideurs à profiter de la conjoncture favorable pour réaliser des réformes vigoureuses.

page 122



Michael Spilano/FMI

## Des perspectives régionales globalement positives

D'après les prévisions du FMI, la flambée des cours du pétrole peut assombrir les perspectives favorables en Afrique subsaharienne, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'inflation mondiale est globalement maîtrisée. Une fois de plus, la croissance devrait dépasser 5 % en Afrique et 7 % en Asie. Après avoir excédé les prévisions en 2005, le taux de croissance sera supérieur à 4 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

page 124



Eugene Salazar/FMI

# Calendrier

## MAI

**2-3** 36<sup>e</sup> Conférence de Washington sur les Amériques, «Créer des emplois, entretenir l'espoir : le programme de croissance de l'hémisphère dans un monde en mutation», Washington

**3-6** Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement, Hyderabad, Inde

**17-18** Assemblée annuelle du Groupe de la Banque africaine de développement, Ouagadougou, Burkina Faso

**18** Forum du livre du FMI : *India's and China's Recent Experience with Reform and Growth*, sous la direction de Wanda Tseng et David Cowen, Washington

**20-22** Forum économique mondial sur le Moyen-Orient

«Un avenir prometteur : la réalisation du potentiel du Moyen-Orient», Charm el-Cheikh, Égypte

**21-22** Assemblée annuelle et Forum des affaires de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Londres

**22-23** Forum 2006 de l'Organisation de coopération et de développement économiques, «Rééquilibrer la mondialisation», Paris

**22-27** Assemblée mondiale de la santé, Organisation mondiale de la santé, Genève

**29-30** Banque mondiale, Conférence annuelle sur l'économie du développement, Tokyo

**29-30** «The International Monetary Fund in Transition», par-

rainé par le Forum économique mondial, le Reinventing Bretton Woods Committee et le Trésor sud-africain, Le Cap, Afrique du Sud

**31-2 juin** Forum économique mondial sur l'Afrique, «Cap sur la croissance», Le Cap, Afrique du Sud

## JUIN

**15-16** Forum économique mondial sur l'Asie de l'Est, «Nouvelles perspectives pour l'intégration de l'Asie», Tokyo

**15** Atelier européen de recherche sur le commerce international, Institut multilatéral de Vienne, Vienne, Autriche

**19-23** 3<sup>e</sup> Forum urbain mondial, Vancouver, Canada

**19-23** Groupe d'action financière, troisième réunion plénière, Paris

## JUILLET

**3-5** Réunion de haut niveau du Conseil économique et social des Nations Unies, Genève

**15-17** Sommet du Groupe des Huit, Saint-Pétersbourg, Russie

## SEPTEMBRE

**10-11** Sommet des affaires en Chine 2006, Beijing

**19-20** Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, Singapour

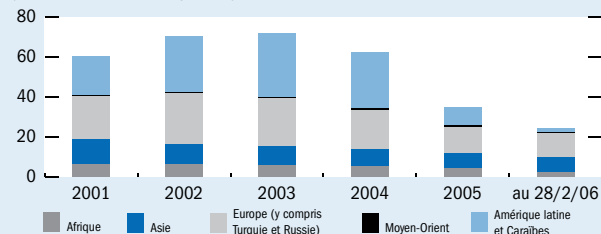
### Conseil d'administration

On trouvera un calendrier à jour des réunions du Conseil d'administration du FMI à [www.imf.org/external/np/sec/bc/eng/index.asp](http://www.imf.org/external/np/sec/bc/eng/index.asp).

# Données financières du FMI

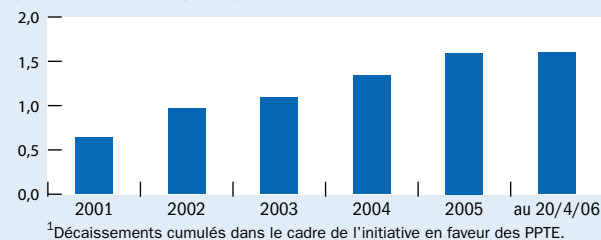
## Total des crédits et des prêts du FMI, par région

(milliards de DTS; fin de période)



## Allègement de la dette des pays pauvres très endettés<sup>1</sup>

(milliards de DTS; fin de période)



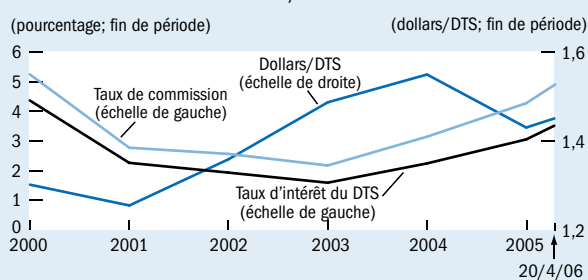
Note : Le droit de tirage spécial (DTS) est un avoir de réserve international créé en 1969 par le FMI pour compléter les réserves officielles existantes des États membres. Les DTS sont alloués à chaque État membre en proportion de sa

## Taux des principales monnaies en DTS

	25 avril 2006	Il y a un an (25 avril 2005)
Dollar EU	1,461	1,516
Euro	1,176	1,169
Livre sterling	0,819	0,793
Yen	167,312	160,407

## Évolution des taux

Taux d'intérêt du DTS, taux de commission sur l'encours des prêts non concessionnels et taux dollar/DTS



quote-part. Le DTS sert aussi d'unité de compte au FMI et à plusieurs autres organisations internationales. Sa valeur est déterminée en fonction d'un panier des principales monnaies internationales.

## Réunions de printemps du FMI

## De nouveaux efforts pour résorber les déséquilibres

La stratégie à moyen terme du Directeur général du FMI visant à réorienter les activités de l'institution pour mieux répondre aux besoins d'une économie mondiale plus intégrée a obtenu l'approbation générale lors de la réunion de printemps du Comité monétaire et financier international (CMFI). Le CMFI, principal comité consultatif des gouverneurs du FMI, a appuyé la vision de M. de Rato pour l'institution et invité celle-ci à déployer de nouveaux efforts, y compris des consultations multilatérales, pour encourager la résolution des problèmes systémiques. Dans son communiqué (voir page 117), le CMFI a aussi demandé au Directeur général de faire des propositions concrètes en vue de redistribuer les quotes-parts selon les réalités actuelles de l'économie mondiale.

Le CMFI et le Comité du développement conjoint Banque mondiale-FMI se sont réunis les 22 et 23 avril sur fond de croissance mondiale vigoureuse et soutenue. Cependant, la hausse des cours du pétrole ainsi que le niveau élevé et l'aggravation des déséquilibres des transactions courantes — qui ont fait l'objet d'une conférence au FMI le 21 avril — donnent un caractère d'urgence aux appels lancés aux décideurs de se garder de tout triomphalisme et de prendre des mesures pour réduire les risques pesant sur la croissance mondiale.

**L'expansion reste vigoureuse, mais des risques subsistent**

Les principaux dirigeants économiques et financiers du monde ont noté avec satisfaction les projections des *Perspectives de l'économie mondiale* (voir page 122), selon lesquelles la croissance mondiale atteindra 4,9 % en 2006 et 4,7 % en 2007 et s'étend à davantage de régions. Tout en observant que l'inflation et les anticipations inflationnistes «demeurent bien

maîtrisées», le CMFI a abondé dans le sens du rapport en prônant la vigilance dans ce domaine. Le CMFI a noté aussi les risques de dégradation de la situation attribuables au niveau élevé et instable des cours du pétrole, à un éventuel changement brutal des conditions de financement sur les marchés, à une montée du protectionnisme et à une éventuelle épidémie de grippe aviaire.

Le CMFI a rappelé qu'un ajustement ordonné à moyen terme des déséquilibres mondiaux est une responsabilité partagée, et il a engagé de nouveau la communauté internationale à déployer un effort concerté et soutenu pour réduire les risques y afférents. Il a rappelé les mesures nécessaires à cet effet : augmenter l'épargne nationale aux États-Unis, notamment en réduisant le déficit budgétaire; stimuler la croissance dans la zone euro et dans plusieurs autres pays en opérant des réformes structurelles; lancer des réformes structurelles supplémentaires au Japon, notamment un rééquilibrage du budget; assouplir le régime de change dans les pays émergents d'Asie; et promouvoir l'absorption efficace des recettes pétrolières dans les pays exportateurs de pétrole. Mais le CMFI a demandé aussi au FMI «de travailler en consultation avec les autorités nationales sur des modalités visant à encourager la réduction des déséquilibres» — notamment par le biais des nouvelles consultations multilatérales proposées par M. de Rato dans sa stratégie à moyen terme (voir page 120).

Le CMFI a souligné que, pour assurer la prospérité de l'économie mondiale, il faudra améliorer l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché pétrolier à moyen terme, renforcer les situations budgétaires à moyen terme, mener à bon terme le cycle de Doha et améliorer les perspectives de croissance des pays pauvres, surtout en Afrique subsaharienne.

**Redéfinir le rôle du FMI**

L'approbation par le CMFI de la stratégie à moyen terme de M. de Rato fait suite à un long débat interne et public et ouvre maintenant la voie à la phase d'exécution. Deux des questions à traiter dans les mois à venir sont les nouvelles consultations multilatérales et la formulation d'une proposition concrète de révision du nombre de voix accordé à chaque pays membre de l'institution.

La mise en place de consultations multilatérales est une mesure très importante pour remédier aux déséquilibres mondiaux, a expliqué M. de Rato. Si elles sont bien utilisées, ces consultations aideront les décideurs à montrer que les mesures qu'ils proposent seront suivies d'autres, la coordination apportant des avantages supplémentaires. Pour M. de Rato, ces consultations constitueront aussi un instrument essentiel pour l'analyse et l'établissement du consensus qui précède l'action.

Dans un entretien avec la presse après la réunion du CMFI, M. de Rato a indiqué clairement que ce sont les gouvernements,



Eugene Salazar/FMI

Gordon Brown, Président du CMFI, et Rodrigo de Rato, Directeur général du FMI.

et non les institutions internationales, qui doivent corriger les déséquilibres. Le FMI établira un cadre de référence où les conséquences de l'action et de l'inaction peuvent être constatées plus clairement et, en plus de fournir un état des lieux et une analyse, il engagera les gouvernements dans un processus actif de consultation. M. de Rato espère que cela nous donnera un nouveau moyen de comprendre la coopération internationale. Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier britannique et Président du CMFI, est du même avis, notant que ce n'est pas le FMI en tant qu'institution qui accepte la responsabilité de la surveillance multilatérale; ce sont les pays membres du FMI dans leur ensemble — et donc l'économie mondiale elle-même — qui acceptent que nous avons des responsabilités mutuelles et que ces responsabilités doivent être assumées.

### Assurer la légitimité

Le FMI doit aussi veiller à rester légitime aux yeux de tous ses pays membres. Le fait que les quotes-parts correspondent de moins en moins au poids des pays dans l'économie mondiale, en particulier dans le cas de nombreux pays émergents, et que les voix de base ont été érodées est de plus en plus préoccupant.

M. de Rato a plaidé en faveur de la réforme, expliquant que «l'économie mondiale n'est pas immuable; elle change au fil du temps». Le FMI a remanié la répartition des voix auparavant, et le système doit changer de nouveau, a-t-il déclaré. Pour préserver l'efficacité et la crédibilité du FMI en tant qu'institution fondée sur la coopération, le CMFI a demandé «au Directeur général d'élaborer, en concertation avec le CMFI et le Conseil d'administration, des propositions concrètes susceptibles d'être approuvées lors de l'Assemblée annuelle» en septembre.

### Prévention des crises

Le CMFI a aussi salué les efforts déployés par le FMI pour répondre aux nouveaux problèmes et besoins des pays émergents. Lors d'un discours à l'Institute for International Economics le 20 avril, M. de Rato s'est adressé à ceux qui prétendent que les prêts du FMI ne sont peut-être plus nécessaires maintenant que les marchés des capitaux sont plus importants. Il y aura des crises financières à l'avenir, dans les pays émergents actuels ou futurs, a-t-il affirmé, ajoutant que le FMI peut anticiper ces crises dès maintenant, ou y réagir hâtivement plus tard.

La stratégie à moyen terme du FMI privilégie la prévention des crises et le souhait des pays émergents de disposer d'instruments de financement plus prévisibles et flexibles. Le CMFI s'est montré favorable à un «examen plus approfondi de la proposi-

tion du Directeur général au sujet d'un nouvel instrument permettant de fournir un financement conditionnel de montant élevé aux pays qui, bien que leur politique macroéconomique soit saine, leur dette viable et leurs données communiquées de façon transparente, restent vulnérables aux chocs». Le CMFI a aussi encouragé le FMI à explorer un rôle éventuel à l'appui d'arrangements régionaux de mise en commun des réserves.

### Au-delà de l'allègement de la dette

Le CMFI a réaffirmé le rôle essentiel du FMI dans les pays à faible revenu, notamment pour les aider à absorber le surcroît d'aide et d'allègement de la dette (voir page 128) et à préserver la stabilité macroéconomique. Le FMI participera aussi, dans ses domaines de compétence, au suivi des progrès des pays à faible revenu vers les objectifs du Millénaire pour le développement. Le CMFI et le Comité du développement ont demandé au FMI et à la Banque mondiale d'affiner leur cadre de viabilité de la dette et d'aider les pays à appliquer de bonnes stratégies d'endettement à moyen terme ainsi que des systèmes solides d'imposition et de gestion des dépenses publiques pour éviter d'accumuler à nouveau une dette intenable.

Le CMFI a également salué le nouvel instrument de soutien à la politique économique (pour les pays à faible revenu qui souhaitent recevoir des conseils du FMI sans financement) et la facilité de protection contre les chocs exogènes (pour les pays pauvres faisant face au choc pétrolier ou à d'autres chocs). M. Brown a appelé tous les pays membres, y compris les pays producteurs de pétrole, à financer intégralement la nouvelle facilité.

### Cap sur Singapour

M. Brown a promis que l'Assemblée annuelle 2006 du FMI à Singapour sera un «sommet de la réforme». À Bretton Woods, on a demandé au FMI de s'occuper d'économies protégées et fermées, et de fournir un appui temporaire à l'ajustement des balances des paiements; désormais, il fait face à des économies ouvertes et à des flux de capitaux internationaux, et non plus régionaux, a déclaré M. Brown. Le CMFI a signalé clairement qu'il est déterminé à faire en sorte que le FMI soit à même de relever ces défis, et 2006 sera «une année de réforme pour l'économie internationale». ■



Eugene Schazar/FMI

Alberto Carrasquilla Barrera (à gauche), Président du Comité du développement, et Paul Wolfowitz, Président de la Banque mondiale, à la réunion du Comité du développement.

De plus amples informations sur les réunions de printemps, y compris le texte intégral des communiqués, des conférences de presse et des discours, figurent sur le site internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).



## Communiqué 2006 du CMFI

## Renforcement du rôle du FMI face aux déséquilibres

Le Comité monétaire et financier international (CMFI) a tenu sa 13<sup>e</sup> réunion à Washington le 22 avril 2006, sous la présidence de M. Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni. Voici le communiqué publié à l'issue de la réunion.

## Économie mondiale et marchés financiers

Le Comité note avec satisfaction que la croissance de l'économie mondiale reste vigoureuse, malgré la hausse des cours du pétrole. L'expansion est plus généralisée et la croissance mondiale devrait rester vigoureuse au cours des prochaines années. L'inflation et les anticipations inflationnistes demeurent bien maîtrisées — mais il convient de rester vigilant, car les capacités excédentaires sont en baisse. Le Comité note que la persistance de cours du pétrole élevés et instables, la possibilité d'un changement brutal des conditions de financement sur les marchés internationaux, la montée du protectionnisme et le risque de pandémie de grippe aviaire pourraient entraîner une révision à la baisse des perspectives. Les principaux risques inhérents aux facteurs de vulnérabilité fondamentaux, notamment l'aggravation des déséquilibres mondiaux, n'ont pas encore été affrontés de façon globale.

Le Comité réaffirme qu'une action visant à résorber les déséquilibres mondiaux de façon ordonnée à moyen terme est une responsabilité partagée et sera plus profitable pour les pays membres et la communauté internationale que des actions individuelles. Si des progrès ont été accomplis, il est nécessaire d'agir de manière plus concertée et soutenue — chaque pays jouant son rôle — pour réduire les risques à moyen terme liés aux déséquilibres. Après la conférence sur les déséquilibres mondiaux qui s'est tenue au FMI le 21 avril, le Comité confirme que la stratégie arrêtée pour résorber ces déséquilibres reste valable. Ses principaux éléments sont les suivants : augmenter l'épargne nationale aux États-Unis — avec des mesures pour réduire le déficit budgétaire et stimuler l'épargne privée; réaliser des réformes structurelles pour soutenir le potentiel de croissance et dynamiser la demande intérieure dans la zone euro et dans plusieurs autres pays; poursuivre les réformes structurelles, dont le redressement des finances publiques, au Japon; permettre une flexibilité accrue des changes dans plusieurs pays émergents d'Asie en situation d'excédent; et promouvoir une absorption efficace du surcroît de recettes pétrolières dans les pays exportateurs de pétrole appliquant une politique macroéconomique solide. Étant donné la multiplicité des liens entre les économies, tous les pays et régions auront un rôle à jouer en assouplissant leur économie et en s'adaptant à l'évolution de la demande mondiale. Le Comité demande donc au FMI de travailler en consultation avec les autorités nationales sur des modalités visant à encourager la réduction des déséquilibres, et il demande qu'un rapport lui soit soumis à sa prochaine réunion. Plus généralement, les nouvelles consultations multilatérales, présentées dans le rapport du Directeur général sur la mise



Ouverture de la réunion du CMFI (au premier rang) : Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe du FMI; Rodrigo de Rato, Directeur général du FMI; Gordon Brown, Président du CMFI.

en œuvre de la stratégie à moyen terme du FMI, peuvent contribuer à promouvoir une action multilatérale.

Le Comité salue les mesures déjà prises pour faire face aux contraintes de capacités dans la production pétrolière. Afin de consolider ces acquis, il préconise de nouvelles mesures pour mieux équilibrer l'offre et la demande à moyen terme sur les marchés pétroliers, les producteurs, les consommateurs et les compagnies pétrolières jouant tous leur rôle en renforçant notamment leur dialogue. Le Comité souligne l'importance d'investir davantage dans les capacités en amont et en aval, de promouvoir l'efficacité énergétique, l'économie d'énergie et les sources d'énergie de remplacement, de réduire les subventions aux produits pétroliers et d'améliorer la qualité et la transparence des données sur le marché pétrolier. À sa prochaine réunion, le Comité passera en revue les progrès accomplis sur ces différents fronts.

Il demeure crucial de renforcer les positions budgétaires à moyen terme pour soutenir la croissance et la stabilité et mieux résister à des chocs futurs. Il convient de tirer davantage parti de l'essor économique pour réduire les déficits budgétaires et réaliser des réformes permettant d'assurer la viabilité des systèmes de retraite et de santé. Le Comité souligne aussi qu'il est essentiel d'accélérer l'élimination des obstacles à la croissance sur les marchés du travail et de produits et l'amélioration du climat des affaires et de l'investissement pour profiter des avantages de la mondialisation. Le Comité note avec satisfaction que le système financier mondial reste solide et demande aux autorités de contrôle de rester vigilantes, surtout en ce qui concerne l'impact potentiel d'un retournement du cycle du crédit. Il appelle les pays membres à assurer la solidité des infrastructures économiques et financières essentielles dans le cadre d'une stratégie globale axée sur le risque d'une pandémie de grippe aviaire; à cet égard, il soutient la campagne de sensibilisation du FMI encourageant les institutions financières à établir des plans de maintien des activités.



Zhou Xiaochuan (Gouverneur de la Banque populaire de Chine) et Jean-Pierre Roth (Président du Conseil des gouverneurs de la Banque nationale suisse).



Ngozi Okonjo-Iweala (Ministre des finances, Nigéria) et Didier Reynders (Ministre des finances, Belgique).

Le Comité souligne qu'il importe que le cycle de Doha soit couronné de succès et aboutisse d'ici la fin de 2006 à des résultats ambitieux pour la croissance et la réduction de la pauvreté dans le monde. Le Comité appelle tous les pays membres à résister au protectionnisme en matière de commerce extérieur et d'investissement direct étranger. L'échéance se rapprochant à grands pas, tous les pays membres doivent chercher d'urgence à conclure un accord sur les principaux éléments d'un vaste programme visant à renforcer le système commercial multilatéral. Le Comité appelle aussi à continuer d'aider les pays à tirer pleinement parti des occasions offertes par l'intégration mondiale découlant d'une libéralisation ambitieuse des échanges. Pour les pays pauvres en particulier, le Comité préconise une «aide au service du commerce» solidement ancrée sur les stratégies nationales de développement et la pleine utilisation des mécanismes existants et renforcés pour l'assistance technique commerciale.

L'amélioration des perspectives de croissance dans les pays pauvres, y compris en Afrique subsaharienne, est encourageante. Le Comité souligne que l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) requiert un partenariat entre les pays pauvres et les bailleurs de fonds. Les pays en développement devront continuer à appliquer des politiques macroéconomiques saines et des réformes indispensables à la croissance, notamment en redoublant d'efforts pour établir des institutions solides, responsables et transparentes. La communauté internationale devrait honorer sans délai son engagement à fournir des ressources additionnelles.

#### Mise en œuvre de la stratégie à moyen terme du FMI

Le Comité salue le rapport du Directeur général sur la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme du FMI et se réjouit du débat public sur le rôle du FMI. Il invite la direction et le Conseil d'administration à en achever l'examen pour passer rapidement à sa mise en œuvre.

Le Comité réaffirme que l'efficacité et la crédibilité du FMI en tant qu'institution de coopération doivent être préservées et que la gouvernance de l'institution doit être améliorée, en soulignant l'importance que tous les pays membres puissent s'y faire entendre de façon équitable et soient dûment représentés. Nous

insistons sur le rôle que jouerait une augmentation ponctuelle des quotes-parts, dont la répartition serait améliorée de manière à refléter l'évolution sensible du poids et du rôle des pays dans l'économie mondiale. Le Comité est d'avis que des réformes fondamentales s'imposent. Il demande au Directeur général d'élaborer, en concertation avec le CMFI et le Conseil d'administration, des propositions concrètes susceptibles d'être approuvées lors de l'Assemblée annuelle.

Le Comité insiste une nouvelle fois sur l'importance de rendre plus efficace la surveillance exercée par le FMI et se déclare favorable à une révision de la décision de 1977 sur la surveillance. Dans le contexte de la stratégie à moyen terme présentée par le Directeur général, le Comité propose une nouvelle organisation de la surveillance comportant quatre volets. Premièrement, un nouveau champ d'étude portant sur les questions multilatérales, y compris les questions financières mondiales et les répercussions économiques d'un pays sur les autres. Deuxièmement, une réaffirmation des engagements que les pays membres et leurs institutions prennent les uns envers les autres en vertu de l'article IV, d'après lequel la surveillance peut être axée sur les politiques monétaires, financières, budgétaires et de change. Troisièmement, le Directeur général doit mettre en œuvre la nouvelle procédure qu'il a proposée pour la surveillance multilatérale et qui fera intervenir le CMFI et le Conseil d'administration. Quatrièmement, le CMFI doit définir un nouveau mandat annuel pour la surveillance bilatérale et multilatérale sur la base duquel le Directeur général, le Conseil d'administration et les services du FMI auront à répondre de la qualité de la surveillance. Cela suppose l'indépendance de la surveillance exercée par le FMI, une plus grande transparence, ainsi que l'intervention du Bureau indépendant d'évaluation (BIE).

En appliquant des politiques économiques saines et en s'intégrant efficacement au commerce mondial et aux marchés de capitaux internationaux, les pays membres émergents apportent une contribution utile à la stabilité de l'économie mondiale et à la prévention des crises financières. Le Comité salue les efforts que déploie le FMI pour répondre aux nouveaux enjeux et besoins auxquels sont confrontés les pays membres émergents. Les questions concernant les marchés financiers et les marchés de



Norberto Pagani (Directeur des relations internationales, Banque centrale de l'Argentine), Roger W. Ferguson (Vice-Président, Conseil des gouverneurs du Système de réserve fédéral, États-Unis), et Vittorio Corbo (Gouverneur, Banque centrale du Chili).

capitaux devraient être de plus en plus au cœur des activités du FMI dans ces pays. Le Comité est favorable à un examen plus approfondi de la proposition du Directeur général sur un nouvel instrument permettant de fournir un financement conditionnel de montant élevé aux pays qui ont une politique macroéconomique saine et une dette viable et communiquent leurs données de façon transparente, mais qui restent vulnérables aux chocs. Le Comité encourage le FMI à étudier la contribution qu'il peut apporter à l'élaboration d'arrangements régionaux de mise en commun des réserves. Il convient enfin de revoir les aspects opérationnels de la politique de prêt du FMI à l'égard des pays en situation d'arriérés.

Le Comité souligne que le FMI a un rôle crucial à jouer dans les pays à faible revenu, notamment en les aidant à absorber efficacement, et de façon à préserver la stabilité macroéconomique, l'augmentation attendue de l'aide et des allègements de dette. Le FMI doit jouer son rôle dans les domaines qui relèvent de ses compétences essentielles en suivant la réalisation des OMD. Le Comité salue l'établissement de nouveaux instruments qui permettront d'affermir l'appui du FMI aux pays à faible revenu, y compris l'instrument de soutien à la politique économique et la facilité de protection contre les chocs exogènes, et il souligne l'importance de nouvelles contributions afin de permettre au FMI d'apporter en temps voulu un concours concessionnel pour faire face aux chocs. Le Comité se félicite de l'allègement de dette consenti par le FMI et d'autres institutions dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Il salue aussi l'accord sur la liste définitive des pays membres potentiellement admissibles qui remplissent les critères voulus pour bénéficier de l'initiative PPTE. Le Comité souligne qu'il importe de veiller à ce que la dette reste viable dans les pays qui bénéficient d'un allègement en affinant le cadre de viabilité de la dette établi conjointement par le FMI et la Banque mondiale, et en aidant ces pays à appliquer de bonnes stratégies d'endettement à moyen terme ainsi que des systèmes solides d'imposition et de gestion des dépenses publiques. Le Comité note qu'il est important que les pays évitent d'accumuler à nouveau un endettement intenable et souligne les conséquences néfastes des emprunts non concessionnels sur la viabilité de



Ibrahim Al-Assaf (Ministre des finances et de l'économie nationale, Arabie Saoudite) et Thierry Breton (Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, France).

la dette. Il engage tous les créanciers à se concerter avec le FMI et la Banque mondiale pour observer le mot d'ordre du crédit responsable. Le Comité est d'avis que, pour assurer l'efficacité des activités du FMI dans les pays à faible revenu, il est essentiel que ses conseils de politique économique, son aide au renforcement des capacités et ses concours financiers soient alignés étroitement sur les besoins changeants des pays et sur leurs stratégies de lutte contre la pauvreté, et qu'ils soient axés sur les questions macroéconomiques, y compris les institutions vouées à la stabilité financière, au commerce extérieur et à la croissance économique.

Le Comité appuie les efforts visant à clarifier la répartition des compétences et des responsabilités entre le FMI et la Banque mondiale, et à améliorer leur collaboration. Il salue la création du Comité externe d'examen de la collaboration Banque mondiale-FMI, et prendra connaissance avec intérêt de ses conclusions.

Le Comité note que la situation budgétaire du FMI a changé du fait de la récente baisse des crédits de l'institution, d'où la nécessité de prendre des mesures axées aussi bien sur les recettes que sur les dépenses. Le Comité demande au Directeur général de formuler rapidement des propositions en vue d'assurer au FMI des sources de revenu plus prévisibles et stables. Il se félicite que la stratégie à moyen terme soit formulée d'une façon qui n'affecte pas le budget et encourage le FMI à poursuivre la redéfinition de ses priorités et la rationalisation de son travail.

#### Autres questions

Le Comité recommande aux pays membres d'approuver le Quatrième Amendement des Statuts. Il appelle tous les pays à continuer d'élaborer des programmes vigoureux de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, et il est favorable à une évaluation exhaustive de ces initiatives dans le contexte du programme d'évaluation du secteur financier.

Le Comité prend note de l'examen prochain par le Conseil d'administration de l'évaluation externe du Bureau indépendant d'évaluation (BIE) et se félicite de la contribution que le BIE continuera d'apporter au travail du FMI.

La prochaine réunion du CMFI aura lieu à Singapour le 17 septembre 2006. ■

## Stratégie à moyen terme du FMI

### Le CMFI avalise le plan proposé par M. de Rato

**A**ux réunions de printemps, le Directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, a obtenu un large appui pour sa stratégie à moyen terme visant à redynamiser le travail du FMI. Le 22 avril, le Comité monétaire et financier international (CMFI) a engagé le FMI à mener à bien l'étude de la stratégie et à «passer rapidement à la mise en œuvre». En particulier, le CMFI a approuvé la proposition du Directeur général de renforcer la surveillance exercée par le FMI et invité l'institution à ajuster les quotes-parts et la représentation des pays membres au sein des instances dirigeantes en tenant compte de l'évolution de leur poids et de leur rôle dans l'économie mondiale (voir encadré ci-dessous).

L'une des priorités de la nouvelle stratégie consiste à renforcer le rôle du FMI dans la surveillance de l'économie mondiale, dans un contexte marqué par le renchérissement du pétrole et de profonds déséquilibres des systèmes de paiement mondiaux. Selon M. de Rato, le FMI doit compléter les accords existants, qui prévoient des consultations bilatérales avec les pays membres, par des consultations multilatérales qui permettront d'aborder les problèmes de façon globale et collective avec les pays ayant une importance systémique et, au besoin, avec des entités formées par des groupes de pays, comme l'Union européenne.

«Ce n'est pas une proposition modeste», a déclaré M. de Rato dans un discours prononcé le 20 avril à l'Institute for International Economics à Washington. «Les consultations mul-



Pour M. de Rato, la réunion a été un «grand succès»; sa nouvelle stratégie à moyen terme a bénéficié d'un appui solide.

tilatérales sont un phénomène nouveau pour le FMI et pour nos pays membres, et elles seront un outil important d'analyse et de recherche du consensus.» Selon les dirigeants du FMI, les modalités de fonctionnement de la surveillance multilatérale sont en cours d'élaboration.

«À l'avenir, grâce à la surveillance multilatérale, le FMI devrait être plus à même de résoudre des problèmes mondiaux tels que les déséquilibres des transactions courantes, l'impact des cours du pétrole et les problèmes du secteur financier», a indiqué Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni et Président du CMFI, lors d'un point de presse à l'issue de la réunion.

#### Le FMI envisage de modifier la représentation des pays

La légitimité et l'efficacité du FMI reposent essentiellement sur l'équité en matière de représentation et de répartition des quotes-parts. Dans son rapport, le Directeur général du FMI a évoqué «d'importants déficits qui sont apparus au niveau de l'internalisation et de la participation des pays membres», d'où l'importance de progresser dans le dossier de la voix et de la représentation des pays. La représentation des pays tarde à suivre l'évolution de leur poids et de leur rôle dans l'économie mondiale et au FMI. Pourtant, plusieurs économies de marché émergentes en particulier ont pris de l'ampleur sur la scène internationale au cours des dernières décennies.

M. de Rato propose donc une démarche en deux temps : d'abord, un ajustement ponctuel des quotes-parts reflétant un changement majeur du poids et du rôle des pays dans l'économie mondiale, en attendant une réforme plus fondamentale qui interviendra par la suite. Le CMFI a approuvé cette démarche et invité le Directeur général à soumettre des propositions concrètes à l'Assemblée annuelle du FMI, qui aura lieu à Singapour en septembre.

#### Recentrage sur fond d'austérité

La formulation de la stratégie à moyen terme du FMI a débuté sous l'égide de M. de Rato en 2004, et son premier rapport au CMFI a été approuvé en septembre 2005. Ces derniers mois, la baisse des revenus tirés des prêts est devenue un autre facteur à prendre en compte dans le recentrage du FMI (voir encadré, page suivante). Les principaux éléments du rapport du Directeur général sur l'exécution de la stratégie à moyen terme, publié le 5 avril, avant la réunion du CMFI, sont les suivants :

**Surveillance exercée par le FMI.** M. de Rato a proposé plusieurs mesures visant à accroître l'efficacité de la surveillance : adopter une nouvelle procédure de consultation supplémentaire, de format multilatéral; étendre la portée de l'évaluation des taux de change des pays industrialisés à toutes les grandes monnaies des marchés émergents; réviser la décision de 1977 du Conseil sur les principes et les procédures de surveillance; renforcer l'analyse des risques macroéconomiques et financiers et de leurs interactions dans les *Perspectives de l'économie mondiale* et le *Rapport sur la stabilité financière dans le monde*; et examiner les grandes questions stratégiques auxquels les blocs régionaux sont confrontés.



## Le FMI prévoit une baisse de ses revenus

Le Directeur général du FMI a signalé dans son rapport au CMFI que le recentrage du FMI doit tenir compte d'une baisse de ses revenus au titre des prêts. D'ordinaire, l'institution finance ses activités au moyen des revenus d'intérêts sur les prêts accordés à ses membres. Ces ressources sont en baisse pour diverses raisons : vigueur relative de l'économie mondiale, amélioration des politiques dans bien des pays émergents et structure des déséquilibres des paiements à l'échelle mondiale.

M. de Rato a indiqué qu'il n'est plus tenable de financer la surveillance et le renforcement des capacités avec des marges sur les prêts à l'ajustement, et il a proposé des mesures axées à la fois sur les dépenses et les recettes du FMI. À son avis, un nouveau modèle de gestion est nécessaire pour assurer la solidité financière de l'institution à long terme, avec une source de revenus stable. Mais il faudra du temps pour obtenir un consensus politique sur quelque mesure que ce soit, qu'il s'agisse de convertir de l'or en avoirs productifs ou d'imposer une cotisation annuelle basée sur les quotes-parts ou sur un autre facteur. Il est donc proposé de faciliter ce processus en établissant un comité externe présidé par une personnalité éminente en vue de formuler des recommandations.

Le CMFI a convenu avec le Directeur général que des actions seront nécessaires au niveau des recettes et des dépenses, et il a sollicité des propositions visant à identifier des sources de revenus prévisibles et stables, à mieux définir les priorités et à rationaliser les activités du FMI.

On stimulera également la surveillance au niveau national en privilégiant l'analyse pointue et l'efficacité par rapport à l'exhaustivité, avec un examen approfondi des systèmes financiers, une perspective multilatérale de la surveillance, ainsi qu'une portée et une communication plus régionales.

**Marchés émergents.** Selon M. de Rato, la première priorité des nombreux pays qui se sont hissés au rang de puissances mondiales doit être d'étayer une analyse macroéconomique franche et ciblée avec une surveillance accrue des marchés financiers et des capitaux. Entre-temps, le FMI peut mieux se consacrer à la prévention et à la résolution des crises.

En matière de prévention des crises, les propositions spécifiques consistent à :

- faciliter l'accès à un financement conditionnel de montant élevé par un nouvel instrument destiné aux pays ayant de bonnes politiques macroéconomiques, une dette viable et des mécanismes d'information transparents, mais confrontés à des vulnérabilités de bilan;
- être prêt à soutenir les dispositifs régionaux et autres de mise en commun des réserves, notamment par la signalisation des politiques saines.

D'autres propositions visent à examiner le cadre de résolution des crises, y compris les complications des cas rares, mais importants, de restructuration de la dette souveraine et des arriérés.

**Pays à faible revenu.** M. de Rato a déclaré que ces dernières années, des progrès sensibles ont été réalisés dans la promotion du développement économique à travers les stratégies de réduction de la pauvreté et la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Le FMI a adopté récemment des mécanismes d'assistance plus souples. Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont la finalité est de réduire de moitié les grands indicateurs de la pauvreté d'ici 2015, font l'objet d'une vive attention, le FMI et la Banque mondiale devant les suivre et rendre compte des progrès réalisés. L'un des enjeux sera de maîtriser la hausse prévue des flux d'aide issus notamment des allègements de dette pour stimuler la croissance et atteindre les OMD. Afin d'aider les pays à gérer les défis macroéconomiques liés au surcroît d'aide, le FMI doit faire preuve d'un engagement plus profond et plus ciblé; il doit aussi conclure de nouvelles ententes sur la répartition des tâches avec la Banque mondiale et d'autres organismes.

**Renforcement des capacités.** Des efforts ciblés dans ce domaine sont essentiels pour aider les pays membres à réaliser les réformes. Selon M. de Rato, le renforcement des capacités doit s'inscrire également dans la stratégie d'élimination des faiblesses décelées par la surveillance. Les efforts du FMI pour bâtir des institutions macroéconomiques à travers l'assistance technique et la formation peuvent être renforcés par une meilleure définition des priorités et par l'internalisation au niveau national. ■

## Anne Krueger annonce son départ du FMI

Anne O. Krueger, Première Directrice générale adjointe du FMI depuis 2001, a annoncé son intention de quitter le FMI le 31 août, à l'expiration de son mandat. Elle est arrivée au FMI après une brillante carrière à l'université Stanford et à la Banque mondiale.

M<sup>me</sup> Krueger a tenu à mentionner les amis qu'elle a connus au FMI : administrateurs, professionnels et cadres de direction, y compris l'ancien Directeur général, Horst Köhler, et l'actuel,

Rodrigo de Rato. «Heureusement, a-t-elle déclaré, le fait de quitter le FMI ne signifie pas que l'on quitte ses amis, ni que l'on laisse derrière soi des problèmes qui nous préoccupent tous.»

M. de Rato a exprimé sa reconnaissance et sa gratitude envers M<sup>me</sup> Krueger pour le travail accompli au FMI; il a également salué son autorité intellectuelle qui «a amené d'autres intervenants à réfléchir profondément sur des questions stratégiques telles que le commerce extérieur et les relations entre les débiteurs souverains et leurs créanciers». M. de Rato a en outre souligné la contribution importante de M<sup>me</sup> Krueger à la formulation de la stratégie à moyen terme du FMI.



Stephen Jeffrey/FMI

## Perspectives de l'économie mondiale

### Préoccupations devant les déséquilibres et l'envolée du pétrole

Compte tenu de l'ajustement à la hausse des estimations de croissance pour la Chine, l'Inde et la Russie et du regain d'optimisme pour le Japon, le FMI a relevé de 0,6 point — de 4,3 % en septembre dernier à 4,9 % cette année — ses projections de la croissance mondiale pour 2006, dans sa dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale*.

En conférence de presse le 19 avril, Raghuram Rajan, Conseiller économique du FMI, a salué les résultats de l'économie mondiale (voir graphique), notant que 2006 serait la quatrième année consécutive où la croissance dépasserait 4 %, et que celle-ci s'étend à davantage de régions — ce qui est particulièrement satisfaisant. On peut dire honnêtement que la situation n'a jamais été meilleure, a-t-il déclaré. Toutefois, les tensions sur le marché pétrolier, l'aggravation des déséquilibres et les pressions croissantes sur les taux d'intérêt font planer des risques de dégradation de la situation. Le plus inquiétant, selon M. Rajan, c'est le «déficit d'action qui s'amplifie». Beaucoup trop de pays en font beaucoup trop peu, et l'on peut craindre que les politiciens du monde entier laissent échapper une occasion en or de procéder aux ajustements qui permettraient à leur économie de soutenir le rythme d'une économie mondiale de plus en plus intégrée et concurrentielle.

#### Une croissance plus équilibrée

En 2006, la croissance devrait ralentir aux États-Unis, rester vigoureuse au Japon et s'affermir dans la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre de 2006 a probablement rebondi après l'atonie du quatrième trimestre de 2005; sur l'année entière, on prévoit une croissance de 3,4 %, en légère baisse par rapport aux 3,5 % de l'an dernier. Des risques subsistent, y compris l'incertitude sur le financement d'un déficit des transactions courantes qui s'aggrave et le ralentissement du marché du logement — si le taux d'appréciation des prix réels des logements baisse de 5 points par exemple, la croissance américaine fléchira de 1 point, a noté M. Rajan. À moyen terme, le pays devra privilégier un ajustement budgétaire plus ambitieux — fondé essentiellement sur la hausse des impôts, selon le FMI — pour équilibrer le budget (hors sécurité sociale) d'ici 2010 en vue de faire face aux pressions démographiques futures et de contribuer à la réduction des déséquilibres mondiaux.

Au Japon, la reprise est maintenant bien engagée, et la croissance devrait atteindre 2,8 % en 2006. Les exportations ont alimenté la reprise, mais le plus important est que l'expansion est de plus en plus tirée par la demande intérieure, qui est stimulée par la hausse de l'emploi, la bonne tenue des bénéfices des entreprises et la croissance du crédit. Il se peut que les perspectives à court terme s'améliorent encore, surtout si

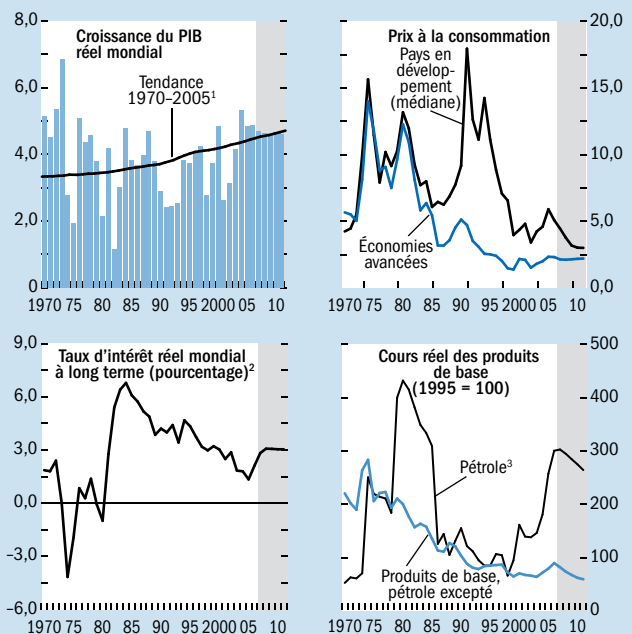
la consommation privée s'accélère. Mais, à plus long terme, la capacité du Japon de soutenir une croissance vigoureuse et de répondre aux besoins de sa population vieillissante dépendra de sa capacité de gérer la transition vers un nouveau cadre monétaire, de rétablir la viabilité des finances publiques et de relancer la croissance de la productivité.

Dans la zone euro, le FMI juge encourageants les indicateurs avancés faisant état d'une intensification de la reprise. Malgré la faiblesse de la consommation, le FMI reste optimiste : la croissance avoisinera 2 % en 2006 et le redressement sera généralisé. Cependant, le FMI réprimande les pays de la zone euro pour l'insuffisance des progrès dans la réduction des déficits budgétaires. La prospérité à long terme de la région est liée inextricablement à des mesures plus ambitieuses pouvant stimuler la croissance potentielle et l'emploi par l'assouplisse-

#### La croissance tient bon

La croissance mondiale reste largement supérieure à sa tendance historique tandis que l'inflation et les taux d'intérêt à long terme sont exceptionnellement faibles.

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)



Note : Les zones ombrées correspondent aux projections des services du FMI. Sauf indication contraire, les agrégats sont pondérés sur la base de la parité de pouvoir d'achat.

<sup>1</sup>Taux moyen de croissance des pays (somme pondérée en fonction de la parité de pouvoir d'achat). Au fil des ans, la pondération des pays à croissance plus rapide augmente, ce qui oriente la courbe vers le haut.

<sup>2</sup>Moyenne pondérée par les PIB des rendements, diminués des taux d'inflation, des obligations d'État à dix ans (ou à échéance la plus proche de dix ans) des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie (sauf avant 1972), Royaume-Uni et Canada.

<sup>3</sup>Moyenne arithmétique des cours au comptant des bruts U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.

ment du marché du travail. Une plus grande insécurité d'emploi pourrait bien être le prix à payer pour mieux protéger le mode de vie européen, selon M. Rajan.

### La croissance reste vigoureuse en Asie

Dans les *pays émergents d'Asie*, la croissance est restée très rapide en 2005 (8,2 %) et ne devrait ralentir que légèrement pour s'établir à 7,9 % en 2006, soit 1 point de plus que prévu en septembre dernier. En Chine, la croissance devrait atteindre 9,5 % en 2006. Mais, pour soutenir ce rythme, la Chine devra miser davantage sur la consommation intérieure que sur l'investissement et les exportations nettes. Les mesures visant à accélérer les dépenses de santé et d'éducation et à établir des dispositifs de protection sociale sont les bienvenues, a déclaré M. Rajan, mais elles seront d'autant plus efficaces si elles seront appuyées par des réformes du secteur financier et un assouplissement du régime de change.

En Inde, la croissance reste impressionnante et devrait atteindre 7 % en 2006. Le FMI félicite le pays d'avoir commencé à répondre à ses besoins énormes d'infrastructures. Mais il est urgent d'assouplir le marché du travail pour créer des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et d'accroître l'investissement dans l'enseignement supérieur pour maintenir la compétitivité du pays dans les secteurs à forte intensité de compétences.

### Partager la richesse

Au cours des dernières années, la faiblesse de l'inflation, la demande accrue de produits de base et l'amélioration du climat macroéconomique dans de nombreux pays ont permis de partager les fruits de la croissance forte et soutenue de l'économie mondiale. Selon M. Rajan, la performance récente de l'*Afrique subsaharienne* est particulièrement encourageante. Cette région enregistrera une croissance réelle de plus de 5 % pour la troisième année consécutive (voir tableau). En fait, la croissance de 5,8 % prévue en 2006 représente le taux le plus élevé depuis 30 ans pour la région.

Au *Moyen-Orient* et dans une bonne partie de l'*Asie centrale*, la hausse des recettes pétrolières devrait préserver la vigueur de la croissance en 2006 et gonfler les excédents des transactions courantes. Il sera prioritaire d'orienter les recettes pétrolières vers des investissements productifs et de créer des emplois pour une jeunesse nombreuse.

La hausse des cours des produits de base a alimenté une expansion vigoureuse en *Amérique latine*, où le FMI prévoit une croissance de 4,3 % en 2006 — comme en 2005, mais 0,5 point de plus que prévu en septembre. La rigueur de la discipline budgétaire et la solidité de la croissance ont permis de réduire sensiblement la dette publique. Mais celle-ci reste élevée dans plusieurs pays, et l'une des priorités est de maintenir sa trajectoire à la baisse.

En *Europe de l'Est*, la croissance a été vigoureuse et les perspectives restent favorables, mais les déficits élevés des transac-

## Une croissance plus équilibrée

Un plus grand nombre de pays et de régions contribuent désormais à la vigueur de la croissance mondiale.

	Projections actuelles			
	2004	2005	2006	2007
	(Variation annuelle en pourcentage)			
<b>Production mondiale</b>	<b>5,3</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>
Économies avancées	3,3	2,7	3,0	2,8
États-Unis	4,2	3,5	3,4	3,3
Zone euro	2,1	1,3	2,0	1,9
Japon	2,3	2,7	2,8	2,1
Nouvelles économies industrielles d'Asie	5,8	4,6	5,2	4,5
Marchés émergents et pays en développement	7,6	7,2	6,9	6,6
Afrique subsaharienne	5,6	5,5	5,8	5,7
Russie	7,2	6,4	6,0	5,8
Asie en développement	8,8	8,6	8,2	8,0
Chine	10,1	9,9	9,5	9,0
Inde	8,1	8,3	7,3	7,0
ANASE-4 <sup>1</sup>	5,8	5,2	5,1	5,7
Moyen-Orient	5,4	5,9	5,7	5,4
Hémisphère occidental	5,6	4,3	4,3	3,6

<sup>1</sup>ANASE-4 = Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2006.

tions courantes et l'essor rapide du crédit dans de nombreux pays doivent être surveillés de près.

### La pression monte

En dépit des perspectives de croissance robuste, la pression monte sur plusieurs fronts. L'abondance de liquidités à l'échelle mondiale a permis de maintenir les taux d'intérêt à long terme et les primes de risque à un bas niveau, mais le cycle de liquidité semble sur le point de s'inverser et la baisse prévue de l'excédent d'épargne des entreprises exercera probablement aussi une pression à la hausse sur les taux d'intérêt réels. Il s'agit en fait d'un retour à la normale après une période où les conditions ont été extrêmement favorables, a noté M. Rajan. C'est une transition tout à fait naturelle, mais les décideurs devront rester vigilants. Tout changement comporte des risques, et c'est particulièrement vrai là où les prix des actifs sont gonflés.

Enfin, le FMI a préconisé une démarche multilatérale pour corriger les déséquilibres mondiaux des transactions courantes. Ces déséquilibres devront être ajustés et l'impératif d'une bonne gestion des risques semble militer pour un cadre d'action multilatéral mettant en place des mesures à l'appui d'une transition harmonieuse sous l'impulsion du secteur privé. Une telle démarche pourrait aussi rassurer les marchés — réduisant ainsi la probabilité d'un rééquilibrage brutal et coûteux — et aider à étouffer les poussées protectionnistes croissantes — un danger bien réel dans le monde d'aujourd'hui, selon M. Rajan. ■

Des exemplaires de l'édition d'avril 2006 des *Perspectives de l'économie mondiale* sont disponibles au prix de 49 dollars (46 dollars pour les enseignants et les étudiants) auprès du Service des publications du FMI. Pour commander, voir instructions page 128. Le texte intégral peut aussi être consulté sur le site du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)).

## Perspectives économiques régionales

### En Afrique subsaharienne, la vigueur de la croissance tient en partie à la prudence des politiques

L'Afrique subsaharienne devrait afficher une croissance de 5,3 % en 2006, comme en 2005, selon le rapport du FMI intitulé *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, publié le 21 avril à Washington. (Le rapport définit l'Afrique subsaharienne comme l'ensemble des pays couverts par le Département Afrique du FMI, sauf Djibouti, la Mauritanie et le Soudan; les projections ici diffèrent donc de celles des *Perspectives de l'économie mondiale*.)

D'après le rapport, le maintien escompté d'une croissance assez robuste (par rapport aux décennies récentes) malgré le renchérissement du pétrole tient à l'application de politiques macroéconomiques prudentes par de nombreux pays et au vigoureux essor de la demande mondiale. L'expansion accélérée des pays exportateurs de pétrole devrait compenser celle plus modérée des pays importateurs.

En présentant le rapport à la presse, Abdoulaye Diop, Directeur du Département Afrique du FMI, a déclaré qu'«il est vraiment inacceptable que l'abondance des recettes pétrolières ne fasse pas reculer la pauvreté. Telle est l'équation que nous

devons résoudre, et je pense que les autorités, le FMI, la Banque mondiale et les autres donateurs ... doivent trouver le juste équilibre.» Pour réduire de moitié la pauvreté dans la région d'ici 2015 — finalité des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) —, il faudrait réaliser 7 % de croissance du PIB réel. Seuls le Cap-Vert, la République démocratique du Congo, le Malawi, le Mozambique et la Sierra Leone pourraient obtenir un tel taux ou plus en 2006. Afin de stimuler la croissance, l'Afrique devra utiliser à bon escient l'important surcroît d'aide et d'allègement de la dette promis en 2005 et se concentrer sur la décentralisation budgétaire et le développement du secteur financier.

L'inflation en Afrique subsaharienne a atteint 10,7 % en 2005 à cause notamment de la flambée des cours du pétrole et devrait se stabiliser largement à 11 % en 2006. Elle devrait baisser dans certains pays et augmenter dans d'autres, y compris au Zimbabwe, le seul pays affichant une inflation à trois chiffres. Les efforts de stabilisation dans les pays pétroliers que sont l'Angola, le Nigéria et le Tchad devraient ramener l'inflation à moins de 8 %; mais, à cause principalement des cours

#### Les pays africains invitent le FMI à épauler leurs efforts de développement



Antoinette Sayeh et Baledzi Gaolathe face à la presse.

Le 22 avril à Washington, Abdoulaye Diop (Ministre de l'économie, des finances et du plan, Sénégal), Jean-Claude Masangu Mulongo (Gouverneur de la Banque centrale, République démocratique du Congo), Baledzi Gaolathe (Ministre des finances et de la planification du développement, Botswana), et Antoinette Sayeh (Ministre des finances, Libéria) ont présenté à la presse les questions importantes pour les pays africains : situation économique du Zimbabwe; perspectives d'une zone de libre-échange dans la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC); impact d'une redistribution des quotes-parts pour les pays africains; état d'avancement d'une monnaie commune pour les pays d'Afrique de l'Ouest.

D'entrée de jeu, M. Diop a déclaré qu'il est temps pour les pays africains, francophones en particulier, de revoir leurs positions au FMI et à la Banque mondiale et de réagir aux diverses stratégies de réforme. Selon M. Gaolathe, l'Afrique attend de ces institutions qu'elles complètent ou suppléent ses efforts de développement.

Répondant à une question sur la situation du Zimbabwe et sur une éventuelle stratégie de redressement de ce pays, M. Gaolathe

a indiqué que les membres de la SADC devront coopérer pour trouver une solution et solliciteront leurs partenaires internationaux pour aider le Zimbabwe à résoudre ses problèmes. À son avis, le FMI peut contribuer largement à résorber la pénurie de devises et les difficultés de balance des paiements de ce pays.

S'agissant de la zone de libre-échange de la SADC, M. Gaolathe a déclaré que les pays de la région évoluent dans ce sens et devraient y parvenir d'ici 2008. Un tarif commun devrait être en place à l'horizon 2011; ensuite devrait intervenir la libre circulation des travailleurs dans la région.

La monnaie commune ouest-africaine est un projet en cours, a affirmé M. Diop. Huit pays francophones membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) partagent la même monnaie (le franc CFA), et sept autres pays ayant leurs propres monnaies font partie de l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO). Selon M. Diop, deux scénarios sont envisageables pour l'avenir : soit les pays non encore membres de l'UEMOA y adhèrent, soit les sept pays de l'IMAO s'efforcent de converger et de créer une monnaie commune.

M<sup>me</sup> Sayeh, représentante d'un pays sortant de plusieurs années de conflit et cherchant à rétablir ses relations avec la communauté internationale, a signalé que le Libéria vient de publier un plan d'action de 150 jours énonçant les mesures qu'envisagent les autorités pour remettre le pays sur le chemin de la reprise économique.



## Afrique : l'embellie continue

L'expansion des pays exportateurs de pétrole améliore les perspectives en Afrique, de même que la capacité des pays importateurs à s'adapter à l'envolée des cours. L'inflation devrait fléchir dans plusieurs pays, malgré une légère hausse des prix intérieurs dans les pays qui répercutent les prix du pétrole.

	Croissance du PIB réel		Croissance du PIB réel		Prix à la consommation		Solde budgétaire global, dons inclus		Solde extérieur courant, dons inclus	
	(pourcentage)		(pourcentage)		(variation annuelle moyenne en %)		(en % du PIB)		(en % du PIB)	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
<b>Pays exportateurs de pétrole</b>										
Angola	15,7	26,0	12,5	22,4	23,0	13,0	4,3	5,4	8,2	11,3
Cameroun	2,6	4,2	-0,2	1,4	2,0	2,6	3,5	1,2	-1,5	-1,6
Congo, Rép. du	9,2	5,2	6,1	2,2	2,0	2,5	19,0	19,0	13,9	13,6
Côte d'Ivoire	0,5	2,4	-2,4	-0,5	3,9	2,8	-1,9	-0,8	0,7	1,9
Gabon	2,9	2,9	0,4	0,4	0,1	1,0	8,0	11,8	15,7	19,6
Guinée équatoriale	6,0	-1,1	3,0	-3,8	6,8	5,5	23,4	27,7	-13,3	-5,8
Nigéria	6,9	6,2	4,3	3,6	17,9	9,4	9,9	17,5	14,7	18,4
Tchad	5,6	3,0	3,0	0,5	7,9	3,0	-1,5	-1,6	2,2	8,2
<b>Pays importateurs de pétrole</b>										
Afrique du Sud	4,9	4,3	4,0	3,4	3,4	4,5	-0,8	-1,4	-4,2	-3,9
Bénin	3,5	4,0	0,7	1,1	5,5	3,0	-2,2	-2,4	-6,4	-8,8
Botswana	3,8	3,5	4,2	4,2	8,6	8,9	0,1	-1,3	8,9	4,8
Burkina Faso	7,5	4,2	5,0	1,9	6,3	2,1	-3,9	-4,2	-9,2	-9,2
Burundi	0,9	6,3	-1,1	4,2	13,6	3,1	-7,0	0,2	-4,4	-8,1
Cap-Vert	6,3	7,0	4,8	5,0	0,4	2,1	-2,9	-3,9	-4,3	-10,7
Comores	2,0	3,0	-0,7	0,3	4,9	4,4	-0,1	-1,9	-4,3	-3,8
Congo, Rép. dém. du	6,5	7,0	3,4	3,9	21,4	9,3	-3,1	-2,4	-4,8	-2,6
Éthiopie	8,7	5,3	5,8	2,4	6,8	10,8	-4,9	-5,8	-9,1	-7,5
Gambie	5,0	4,5	2,3	1,9	4,3	4,0	-6,1	-4,6	-13,1	-11,5
Ghana	5,8	6,0	3,2	3,3	15,1	8,8	-1,3	-2,0	-6,6	-7,8
Guinée	3,0	5,0	-0,2	1,9	31,4	24,1	-0,8	0,5	-3,4	-3,4
Guinée-Bissau	2,0	2,6	-1,0	-0,4	3,4	3,1	-9,0	-17,1	-1,5	-19,6
Kenya	4,7	3,3	2,8	1,4	10,3	11,5	-1,8	-3,4	-7,6	-4,4
Lesotho	-0,7	2,3	-2,5	0,5	3,7	5,0	2,0	-0,8	-14,7	-15,9
Madagascar	4,6	5,7	1,6	2,7	18,4	9,5	-5,4	-4,2	-12,8	-10,4
Malawi	1,9	8,3	-0,2	6,2	12,3	9,0	-5,3	-1,8	-7,7	-4,6
Mali	5,4	5,4	3,1	3,1	5,0	-1,5	-4,1	-3,4	-9,2	-7,5
Maurice	3,5	2,7	2,6	2,0	5,6	7,1	-5,0	-4,9	-3,5	-2,5
Mozambique	7,7	7,9	5,2	5,4	7,2	7,5	-5,7	-3,8	-11,6	-10,4
Namibie	3,5	4,5	0,5	1,4	2,4	5,1	-3,8	-3,5	5,7	6,6
Niger	7,0	3,6	3,8	0,4	7,8	0,3	-4,1	-4,9	-6,1	-7,2
Ouganda	5,6	6,2	2,1	2,7	8,0	6,5	-0,3	-2,0	-1,2	-3,9
République Centrafricaine	2,2	3,2	0,2	1,2	3,0	2,3	-2,5	-1,3	-4,1	-3,9
Rwanda	5,0	4,0	2,3	1,9	9,2	5,5	1,2	-2,2	-9,2	-9,9
São Tomé-et-Príncipe	3,8	4,5	1,8	2,5	16,2	14,8	56,9	59,6	-33,1	-28,4
Sénégal	6,2	5,0	3,7	2,5	1,8	2,6	-3,4	-4,1	-7,9	-8,2
Seychelles	-2,3	-1,4	-2,8	-1,8	1,0	-0,7	0,7	-0,4	-14,6	-1,8
Sierra Leone	7,2	7,4	4,5	4,7	12,5	11,7	-1,9	-0,5	-8,5	-6,4
Swaziland	2,2	1,2	2,0	1,1	4,8	5,1	-4,2	-5,6	-1,4	-1,3
Tanzanie	6,9	5,8	4,6	3,9	4,6	5,2	-3,3	-6,3	-2,6	-7,6
Togo	0,8	4,2	-2,3	1,0	6,8	2,9	-0,8	-2,9	-11,6	-10,3
Zambie	5,1	6,0	2,6	3,5	18,3	13,3	-2,3	-2,5	-10,2	-9,3
Zimbabwe	-6,5	-4,7	-6,5	-4,7	237,8	850,4	-6,1	-3,3	-11,1	1,7
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>10,8</b>	<b>11,0</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,7</b>
Pays exportateurs de pétrole	6,8	8,0	4,0	5,2	13,3	7,7	7,6	11,5	9,3	12,3
Pays importateurs de pétrole	4,9	4,5	3,2	2,9	10,0	12,0	-1,6	-2,2	-4,8	-4,5

Note : Les chiffres pour 2006 sont des projections du FMI.

Sources : FMI, base de données du Département Afrique et base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, au 24 février 2006.

de l'or noir, l'inflation moyenne dans les pays importateurs (hormis le Zimbabwe) devrait grimper à 12 %.

Selon les projections, le déficit budgétaire (dons inclus) devrait se creuser dans plus de la moitié des pays importateurs de pétrole, surtout au Cap-Vert, en Éthiopie, en Guinée-Bissau et au Kenya. Dans l'ensemble, la position des réserves de ces importateurs sera inchangée, mais elle fléchira au Burkina Faso, aux Comores, en Éthiopie, en Guinée-Bissau, au Rwanda et en Tanzanie. La persistance des cours élevés du pétrole devrait accroître les excédents budgétaires et courants des pays exportateurs.

Toutefois, ces perspectives sont assorties de risques. Dans les pays importateurs de pétrole, les soldes budgétaires et courants pourraient subir des pressions si les cours pétroliers

dépassent les niveaux escomptés ou si les prix des autres produits de base sont inférieurs aux prévisions. Dans diverses parties de la région, les incertitudes politiques et l'état de sécurité précaire risquent d'hypothéquer la croissance, de même qu'une éventuelle pandémie de grippe aviaire. En outre, des millions de personnes en Afrique orientale et australe sont confrontées à des pénuries alimentaires et ont besoin de secours humanitaires d'urgence. ■

Le texte des *Perspectives économiques régionales* sur l'Afrique, l'Asie et l'Hémisphère occidental est disponible sur le site du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). Les *Perspectives économiques régionales* sur le Moyen-Orient paraîtront à une date ultérieure.

## Perspectives économiques régionales 2006

# La croissance restera vigoureuse en Asie

L'Asie devrait connaître une autre année faste en 2006, selon le rapport du FMI sur les perspectives économiques en Asie-Pacifique (*Asia-Pacific Regional Economic Outlook*). Ce rapport, qui sera lancé à Hong Kong le 2 mai, prévoit que la croissance régionale sera encore robuste cette année, atteignant 7 % comme l'an dernier. Au Japon, la reprise se poursuivra, et la demande intérieure s'affermira grâce à l'essor de l'investissement privé et du marché du travail, qui stimule les revenus et la consommation des ménages.

Parallèlement, les économies émergentes d'Asie continueront à bénéficier d'une flambée de la demande extérieure des produits de la région, surtout en électronique. Alors que la demande intérieure a été longtemps tiède (sauf en Chine et en Inde), elle reprend du tonus depuis le début de 2005.

Toutefois, ces perspectives ne sont pas dénuées de risques majeurs, essentiellement attribuables à la hausse des cours du pétrole. Ces cours n'ont eu jusqu'ici qu'un impact modéré sur la croissance en Asie, car ils ont été surtout associés à une poussée de la demande mondiale, qui a également entraîné un surcroît compensatoire de la demande d'exportations asiatiques. Mais la situation peut évoluer, les préoccupations relatives aux approvisionnements futurs constituant désormais le premier déterminant des prix.

### Croissance soutenue, faible inflation

L'Asie devrait afficher une croissance de 7 %, grâce à l'essor économique bien établi au Japon et en Australie et à une croissance vigoureuse dans la plupart de l'Asie émergente. Prévue à 3 %, l'inflation restera modérée.

	Croissance du PIB réel (variation en % d'1 année sur l'autre)			Inflation des prix à la consommation (variation en % d'1 année sur l'autre)		
	2005	Proj. 2006	Proj. 2007	2005	Proj. 2006	Proj. 2007
<b>Asie industrialisée</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>	<b>2,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>
Japon	2,7	2,8	2,1	-0,3	0,2	0,6
Australie	2,5	2,9	3,2	2,7	2,9	2,7
N <sup>lle</sup> .Zélande	2,0	0,9	2,1	3,0	2,7	2,4
<b>Asie émergente</b>	<b>8,3</b>	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>	<b>3,2</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>
Chine	9,9	9,5	9,0	1,8	2,0	2,2
Inde <sup>1</sup>	8,0	7,3	7,0	4,7	5,1	5,5
<b>NEI<sup>2</sup></b>	<b>4,5</b>	<b>5,2</b>	<b>4,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>
<b>ANASE-4<sup>3</sup></b>	<b>5,2</b>	<b>5,1</b>	<b>5,7</b>	<b>7,5</b>	<b>8,9</b>	<b>4,6</b>
<b>Asie</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>

<sup>1</sup>Les chiffres d'inflation sont basés sur les prix de gros.

<sup>2</sup>Les NEI (nouvelles économies industrielles) sont la Corée, Hong Kong (RAS), Singapour et la province chinoise de Taïwan.

<sup>3</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

Sources : FMI, base de données principale du Département Asie et Pacifique; estimations des services du FMI.

### Des excédents en baisse

Selon les projections, les soldes des transactions courantes devraient se détériorer au Japon et en Inde, mais se stabiliser en Chine et dans l'ANASE-4 et s'améliorer légèrement dans les NEI.

	Solde des transactions courantes				Solde des transactions courantes non pétrolières			
	2004	2005	Proj. 2006	Proj. 2007	2004	2005	Proj. 2006	Proj. 2007
	(En pourcentage du PIB)							
<b>Asie industrialisée</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>4,0</b>
Japon	3,8	3,6	3,2	2,9	5,3	5,8	5,8	5,7
Australie	-6,3	-5,9	-5,6	-5,5	-5,9	-5,5	-5,0	-4,8
N <sup>lle</sup> .Zélande	-6,7	-8,9	-8,9	-7,6	-4,3	-6,1	-6,0	-4,8
<b>Asie émergente</b>	<b>4,2</b>	<b>5,0</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>7,7</b>	<b>9,8</b>	<b>10,2</b>	<b>10,5</b>
Chine	3,6	7,1	6,9	6,7	7,3	12,9	14,0	14,7
Inde	0,2	-1,8	-3,1	-3,1	3,4	1,4	1,0	0,8
<b>NEI<sup>1</sup></b>	<b>7,0</b>	<b>6,0</b>	<b>5,7</b>	<b>5,6</b>	<b>10,8</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>
<b>ANASE-4<sup>2</sup></b>	<b>4,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>2,5</b>	<b>7,0</b>	<b>7,2</b>	<b>7,0</b>	<b>6,4</b>
<b>Asie</b>	<b>3,2</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>	<b>5,6</b>	<b>6,8</b>	<b>7,3</b>	<b>7,5</b>
<b>Asie émergente sauf la Chine</b>	<b>4,7</b>	<b>3,4</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>	<b>8,0</b>	<b>7,4</b>	<b>7,2</b>	<b>7,0</b>

<sup>1</sup>Les NEI (nouvelles économies industrielles) sont la Corée, Hong Kong (RAS), Singapour et la province chinoise de Taïwan.

<sup>2</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2006; base de données principale du Département Asie et Pacifique; estimations des services du FMI.

En même temps, des tensions émergentes sur les marchés financiers mondiaux risquent de réduire les flux de capitaux et les prix des actifs, exerçant des pressions sur les emprunteurs, et surtout les consommateurs, dont l'endettement s'est accru rapidement. Les autres risques importants sont notamment le dénouement désordonné des déséquilibres mondiaux et la grippe aviaire.

L'inflation, qui devrait atteindre 3 % en moyenne en 2006, reste modérée. Mais la situation varie dans la région, la pression des prix étant plus forte dans les pays de l'ANASE-4 (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande). Il n'empêche que l'inflation devrait ralentir durant l'année à mesure que l'impact de l'ajustement des prix intérieurs du pétrole diminuera et que le resserrement récent de la politique monétaire portera ses fruits.

Les excédents des transactions courantes sont en baisse dans la plupart des pays en raison de la facture croissante des importations pétrolières et, dans certains pays, de la demande intérieure accrue. Dans les pays émergents en d'Asie, hormis la Chine, l'excédent devrait chuter à 2¾ % du PIB cette année, soit près de la moitié du niveau atteint en 2004. En revanche, l'excédent courant de la Chine a plus que doublé en 2005 grâce à l'essor des exportations, atteignant 7 % du PIB, niveau qui sera probablement maintenu cette année. ■

## Perspectives économiques régionales

# Hémisphère occidental : tirer parti de la conjoncture favorable

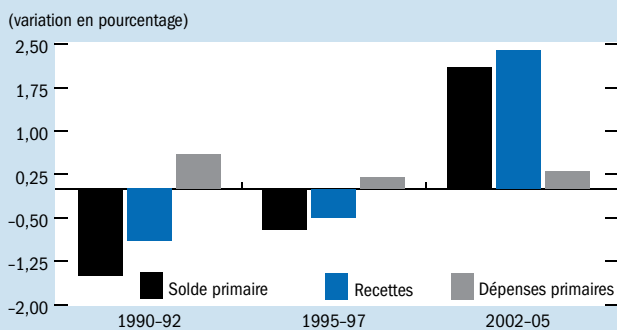
Les perspectives pour les États-Unis, le Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) sont favorables, d'après les *Perspectives économiques régionales* (avril 2006) du FMI, publiées à Washington le 21 avril par Anoop Singh, Directeur du Département Hémisphère occidental. Selon M. Singh, «la région se trouve à un tournant important de son histoire. La bonne performance récente de l'économie régionale et mondiale et la persistance des perspectives favorables offrent aux autorités une occasion idéale.»

Le rapport prévoit que la croissance aux *États-Unis* et au *Canada* continuera à stimuler de façon décisive l'expansion régionale. Aux États-Unis, la croissance avoisinera les 3½ % en 2006, l'inflation de base restant faible et la productivité prenant un vif essor. Au Canada, elle s'établira légèrement au-dessus de 3 %. La demande des ménages fléchira un peu dans les deux pays, mais la bonne tenue des bénéfices des entreprises et des investissements privés devrait donner une impulsion compensatoire à la demande.

En *Amérique latine* et dans les *Caraïbes*, la croissance devrait continuer au rythme soutenu de 4¼ % en 2006, étayée par la vigueur des prix à l'exportation des produits de base, qui ont permis à la région d'afficher des excédents courants pour la troisième année consécutive, ainsi que par la facilité d'accès au crédit dans le monde entier et la baisse record des écarts de rendement sur les obligations souveraines. Malgré la flambée des cours du pétrole et l'expansion rapide du crédit, l'inflation devrait encore baisser, de 6¼ % en 2005 à 5¾ % en 2006. La maîtrise des poussées inflationnistes atteste du regain de détermination à assurer la stabilité des prix — appuyée

### Nette amélioration de la politique budgétaire

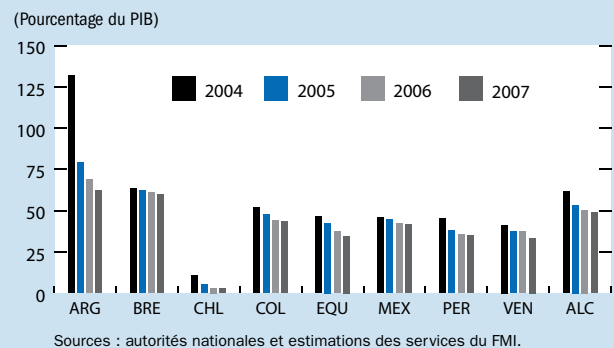
Grâce à la stabilité macroéconomique récente, attribuable en partie à l'amélioration de la politique budgétaire et à la réduction de la dette publique, l'Amérique latine et les Caraïbes ont jugulé l'inflation.



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

### Meilleure gestion de la dette publique

Plusieurs pays (Brésil, Colombie, Mexique, Panama, Pérou et Venezuela) ont nettement amélioré les structures de la dette, réduisant ainsi, en même temps que les ratios d'endettement, la vulnérabilité aux chocs exogènes.



dans certains cas par des cibles d'inflation explicites — et à assouplir davantage le taux de change.

Les positions budgétaires n'ont cessé de s'améliorer, les excédents primaires atteignant 3¾ % du PIB en moyenne en 2005, contre 2¼ % en 2003–04. Ce résultat reflète la bonne tenue des recettes, mais la récente accélération des dépenses primaires dans certains pays requiert un suivi étroit. Les ratios de la dette au PIB ont également fléchi, et nombre de pays tirent parti de la conjoncture favorable sur les marchés financiers internationaux pour approfondir les marchés monétaires locaux et pour racheter et refinancer leur dette en devises. En outre, le Brésil et l'Argentine ont apuré l'encours total de leurs obligations envers le FMI fin 2005, et l'Uruguay a fait un important paiement anticipé en mars 2006.

Les perspectives à court terme de la région sont bonnes, mais des risques persistent; par exemple, la flambée et la volatilité des cours du pétrole pourraient freiner la demande dans les pays importateurs de pétrole de la région et leurs partenaires commerciaux, et l'on pourrait assister à un resserrement brusque du crédit sur les marchés financiers mondiaux. Par conséquent, le rapport souligne l'importance de profiter du climat régional et mondial actuellement favorable pour concrétiser la détermination à assurer la discipline budgétaire et monétaire, notamment par une maîtrise plus rigoureuse des dépenses publiques, à garantir la flexibilité du taux de change, et à éliminer les obstacles à la réduction de la pauvreté et à la croissance. Afin de rehausser la productivité et la croissance, il faudra mener à bien la réforme du secteur financier, améliorer le climat des affaires et la gestion des ressources naturelles, et libéraliser davantage les échanges internationaux. ■

## Comment absorber une aide en expansion

Le doublement escompté de l'aide à l'Afrique d'ici à 2010 posera de nombreux défis macroéconomiques. Comment les bénéficiaires et leurs partenaires peuvent-ils relever ces défis au niveau opérationnel? Tel a été l'objet d'un atelier organisé par le FMI et l'agence britannique de développement international (DfID) à Washington les 19 et 20 avril. Des ministres des finances, gouverneurs de banques centrales et autres dirigeants africains, ainsi que des donateurs, universitaires et représentants d'institutions multilatérales de développement ont planché sur sept problèmes auxquels les bénéficiaires d'une forte augmentation de l'aide seront confrontés.

**Faire face à l'appréciation des taux de change.** Les bénéficiaires peuvent connaître une forte appréciation du taux de change réel réduisant la compétitivité des exportations (le «mal hollandais»). Afin de compenser cette perte de compétitivité, ils peuvent recourir à l'aide pour améliorer la productivité. Il existe peu d'indications que l'afflux d'aide réduit la compétitivité des exportations africaines, mais les décideurs ont été sensibilisés à ce phénomène. Parfois, il convient d'utiliser une partie de l'aide pour accroître les réserves.

**Coordonner la politique budgétaire et monétaire.** La gestion du surcroît d'aide requiert une coordination effective des différents organes de l'État, surtout les banques centrales et les ministères des finances. Il est souvent difficile pour les autorités d'établir le juste équilibre entre l'appréciation du taux de change et la hausse des taux d'intérêt.

**Accroître la réaction de l'offre.** Il importe d'accroître la réaction de l'offre aux apports d'aide. Une réaction forte — se traduisant par des gains de productivité et d'emplois — peut atténuer le mal hollandais. Les pays devront créer un climat propice aux affaires pour attirer des investissements étrangers et nationaux et éliminer les contraintes de l'offre (sous-développement des infrastructures et de l'agriculture). Il faudrait donc répartir équitablement l'aide entre les secteurs sociaux et les secteurs productifs. La libéralisation du commerce stimulerait la concurrence intérieure et réduirait les tensions du taux de change dues au surcroît d'aide.

**Renforcer les institutions et la gouvernance.** Les institutions et la gouvernance doivent être



De droite à gauche : James Musoni (Ministre des finances du Rwanda), Emmanuel Tumusiime-Mutebile (Gouverneur de la Banque centrale de l'Ouganda), Amanda Rowland (DfID) et Tony Venables (professeur, London School of Economics).

renforcées pour bien gérer le surcroît d'assistance et promouvoir l'investissement privé. Des institutions budgétaires solides et une gestion rigoureuse des finances publiques faciliteraient l'absorption de l'aide. Pour utiliser à bon escient les flux d'aide, les pays doivent renforcer la capacité de l'État à les gérer et la capacité du secteur privé à fonctionner dans un milieu ouvert et compétitif.

**Élaborer une stratégie de sortie.** Les bénéficiaires doivent réduire à terme leur dépendance envers l'aide. Par conséquent, les pays doivent accroître leurs recettes avant le tarissement de l'aide — élargir l'assiette fiscale et éliminer les exonérations au lieu d'accroître l'impôt.

**Réduire l'instabilité de l'aide.** La volatilité de l'aide complique la gestion budgétaire — thème récurrent pendant l'atelier. La nécessité d'y remédier sera plus impérieuse avec le surcroît d'aide aux pays africains, et l'aide sera plus prévisible si les donateurs s'engagent à long terme.

**Formuler des questions et des politiques cruciales.** Enfin, les scénarios d'accroissement de l'aide permettront aux pays et aux donateurs de poser des questions essentielles et aideront les autorités à adopter des mesures judicieuses pour absorber le surcroît d'aide. Les participants ont reconnu que les défis macroéconomiques concernent la gestion de cette assistance supplémentaire sont énormes, mais il est certainement possible de les relever. ■

Sanjeev Gupta, Catherine Pattillo et Yongzheng Yang  
FMI, Département Afrique



Laura Wallace  
Rédactrice en chef

Sheila Meehan  
Rédactrice principale

Elisa Diehl  
Directrice de production

Jeremy Clift  
Christine Ebrahim-zadeh

Ina Kota  
Rédacteurs

Maureen Burke  
Lijun Li

Assistantes principales de rédaction

Kelley McCollum  
Assistante de production en chef

Julio Prego  
Graphiste

Graham Hacche  
Conseiller principal

Édition française  
Division française  
Services linguistiques

Alfred Detchou  
Traduction

Catherine Helwig  
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 22 numéros qui paraissent chaque année s'ajoute un supplément annuel (*L'ABC du FMI*). Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (6<sup>e</sup> édition). Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room 7-106, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-8585; e-mail : [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org).

Abonnement annuel : 120 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Demandes d'abonnement au *Bulletin du FMI* ou aux autres publications du FMI : Publication Services, Box X2006, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430; fax : (202) 623-7201; e-mail : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org). Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique, et par avion pour les autres pays.